

Position des élus sur l'aéroportuaire

BA 112 : « Vacarmes » balance tous les noms

A quatre mois de l'échéance fatidique, l'association anti-aéroportuaire fait le bilan. Et pointe du doigt les politiques « girouettes » sur le dossier de l'aviation.

Il était plus de deux cents à Bétheny, hier soir, à avoir répondu à l'appel de l'association « Vacarmes » pour une nouvelle réunion d'information portant sur le devenir de la BA 112. La salle a même été parcourue d'un léger frisson lorsqu'un adjoint du maire de Bétheny a officiellement annoncé que le premier magistrat de la commune prenait (enfin) position contre une présence d'avions sur le site de la base aérienne Marin-La-Messlée. Un soulagement pour beaucoup, un désaveu pour d'autres, un accouchement dans la douleur dans tous les cas. Et l'association « citoyenne » a voulu profiter de la proximité des élections cantonales pour mettre un brin de pression sur les élus. Doux euphémisme.

Entartage de « Verts »

« Sans compter que le 30 juin, les militaires quitteront la base. Voilà plus de trois ans que les politiques reconnaissent que ce dossier n'avance pas. Il serait temps qu'ils prennent leur responsabilité » confie Eric Fimbel, porte-parole de Vacarmes entre colère et ironie.

Un à un, les responsables



Pour



Adeline Hazan



Catherine Vautrin



Jean-Marc Roze



René-Paul Savary

Contre



Jean-Louis Cavenne



Martine Joly



Sabrina Ghallal



Jean-Claude Thomas

politiques ont été repertoriés, classés, triés par catégories, ceux qui sont pour l'aviation, ceux qui sont contre et ceux qui jouent les « girouettes ».

Mais avant de compter ses alliés, les membres de Vacarmes ont tenu à se payer les écolos rémois et notamment Stéphane Joly, vice-président de Reims Métropole « et qui n'a

jamais foutu un pied en comité de site ! De plus son discours sur la piste est en totale contradiction avec son responsable régional, Eric Loiselet. L'hommage lui fera certainement plaisir.

Classement

Mais le gros morceau de la soirée, outre le fait que Jean-Louis Cavenne ait pris position,

est le classement détaillé produit par cette association forte aujourd'hui de 700 membres.

✓ Les pro-aéroportuaire : Y. Detraigne, sénateur, Maire de Witry-les-Reims, N.C. A. Hazan, Maire de Reims, Pdt Reims-Métropole, PS, S. Joly, Vice-Pdt Reims-Métropole, Verts, E. Kariger, Conseiller

Général, UMP, R.P. Savary, Pdt Conseil Général, UMP, C. Vautrin, députée, UMP (et J.M. Roze, conseiller municipal de Reims ndlr).

✓ Les pro-multiactivités sans aéroportuaire : J.P. Bachy, Pdt Conseil Régional, PS, J.L. Cavenne, Maire Bétheny, PS, J.P. Desplanches, Maire de

Brimont, SE, S. Ghallal, Conseillère Générale, PS, M. Joly, Maire de Courcy, SE, S. Rummel, Conseiller Général, PS, J.C. Thomas, député UMP, ✓ Les « girouettes » : Y. Detraigne, E. Kariger, Arnaud René-Paul-Savary et Arnaud Robinet (présent hier soir d'ailleurs).

Thomas DUPRAT

Les salariés d'Aérospace outrés par ce débat

En lutte active et en contact quasi quotidien avec leur éventuel repreneur, les salariés de Reims Aérospace se disent « outrés et très en colère par cette question du déménagement de Reims Aviation » sur la Base 112.

Pour eux, la priorité est de sauver un maximum d'emplois. Alors, pour eux, le débat sur lequel les politiques devraient les soutenir, c'est bel et bien sur cette question de l'emploi.

« C'est indécent de penser à déménager une boîte, à sortir de grosses liasses de billets lorsque dans le même moment, une société comme la nôtre se retrouve dans un tel embarras. Au lieu de présenter des plans et des images de synthèse avec un grand sourire, on ferait mieux de penser aux 116 familles menacées de perdre leurs emplois », éructe un délégué cégétiste.

Pour les salariés de Reims Aérospace, le couperet lui tombera au plus tard le 16 mars, c'est-à-dire dans à peine plus d'un mois.

Où est la priorité la plus urgente ?

Déménagement de Reims Aviation Le maire de Prunay veut éviter le gâchis



Frédéric Lapan, premier élu de Prunay, trouverait dommageable que Reims Aviation parte de sa commune.

Frédéric Lapan est le maire discret d'une commune qui flirte avec le millier d'habitants. Mais cela ne l'a pas empêché d'être l'un des premiers à se rendre le week-end dernier aux portes ouvertes de Reims Aviation, usine en attente d'un repreneur. Indirectement, sa commune est entrée dans le débat de l'avenir de la BA 112 avec l'hypothétique déménagement de Reims Aviation vers l'emprise militaire. « Nous avons étudié et nous réfléchissons à des pistes d'extension de l'usine actuelle. Pour nous, perdre cette chose, que ce soit pour la commune mais aussi pour la communauté de communes de Tuisy qui perdrait en contri-

butation économique territoriale (ex-taxe professionnelle). »

Sauver le patrimoine

Pour le maire, l'avenir de Reims Aviation doit se tenir sur sa commune. « Il y a les terrains pour. Et il ne faut pas oublier la qualité du savoir-faire des personnels. En ce qui concerne nos projets, aucune échéance n'est encore calée. Et je ne suis pas persuadé qu'un déménagement est judicieux sur la base aérienne. Les aménagements nécessaires seront nombreux », poursuit l'élu.

S'ils sont nombreux, les aménagements pourraient aussi se révéler coûteux, reste à savoir qui mettra au pot.